

LE JAPON
ET LES CHARMES
DE L'ASIE

LES LIGNES QUI SUIVENT ont pour but de poser un certain nombre de questions à propos des analyses les plus courantes sur la politique du Japon en Asie de l'Est. Mais, en raison des contraintes d'espace, il a fallu limiter la réflexion aux relations du Japon avec ses partenaires les plus importants dans cette zone, à savoir la Chine et la Corée. 117

LES RELATIONS SINO-JAPONAISES

Au cours des premiers mois de 1994, il est frappant de constater que le Japon et la Chine ont réussi chacun de leur côté à contraindre la superpuissance américaine à des reculs tactiques en apparence, mais dont les implications stratégiques sont certaines. Lors du sommet de février 1994 entre l'ancien Premier ministre Morihiro Hosokawa et le président américain Bill Clinton, le Japon a rejeté l'exigence américaine de mettre en place des quotas d'importation ou d'utiliser des indicateurs chiffrés comme critères pour évaluer l'ouverture de son marché, sans craindre de provoquer une crise ouverte dans les relations bilatérales. Quant à la Chine, toujours à propos de la question commerciale, elle a réussi à imposer à Washington un recul humiliant et à forcer Clinton à revenir sur un de ses plus importants engagements électoraux en matière de politique étrangère en séparant dorénavant la question des droits de l'homme de celle des privilèges commerciaux liés au statut de « nation la plus favorisée ».

Ces victoires des deux géants d'Asie ont été, à juste titre, interprétées comme une preuve du déplacement du centre de gravité de la puissance à l'échelle mondiale vers cette région. Elles prennent toute leur

portée quand on les compare aux difficultés qu'ont eues la France et la Communauté européenne tout entière à faire reculer les États-Unis sur des points infiniment moins importants lors des récentes négociations du GATT. Mais ces victoires ont aussi été interprétées comme une preuve supplémentaire de la rivalité entre la Chine et le Japon, qui chercheraient tous deux à asseoir leur autorité, voire leur hégémonie, en Asie de l'Est, et même au-delà, en démontrant leur capacité à mettre en échec la seule superpuissance qui ait survécu à la guerre froide.

118 Une autre démonstration du dynamisme de la politique étrangère de ces deux pays est fournie par la crise coréenne. Les médias n'y voient guère que la question du programme nucléaire de Pyongyang. Mais cette affaire a été utilisée par Tokyo pour redonner un certain sens au traité de Sécurité nippo-américain, en abandonnant les manœuvres engagées pour se rapprocher de la Corée du Nord et en s'alignant avec Séoul sur les positions fermes des États-Unis. Ce faisant, le Japon a réussi au moins à ralentir le processus qui était en train de le faire apparaître comme l'adversaire principal de la politique étrangère américaine dans la période de l'après-guerre froide – et le voyage du couple impérial aux États-Unis en juin, par son style informel, a accentué ce retournement de tendance. Par ailleurs, la crise coréenne a aussi permis au gouvernement chinois, à peine cinq ans après l'isolement où l'avait placé la répression du mouvement démocratique, de revenir au centre de l'échiquier est-asiatique et même de démontrer qu'il a regagné toute l'autorité internationale qui convient à un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il est donc logique de conclure, comme beaucoup le font, que la Chine, dont une spécificité est de penser et d'agir en termes politiques *d'abord*, est en passe d'acquérir une capacité d'action internationale supérieure à tout ce qu'elle a jamais eu dans son histoire moderne, grâce au poids que lui confèrent sa croissance économique phénoménale et sa position de « plus important marché mondial potentiel du XXI^e siècle » ; et qu'elle est, du même coup, en train de devenir l'obstacle principal pour le Japon en Asie de l'Est... C'est cette logique que Henri Kissinger poussait jusqu'au bout dans un récent article paru dans le quotidien japonais *Yomiuri* où il critiquait la politique du président Clinton en matière des droits de l'homme en Chine et s'adressait aux dirigeants de Pékin en leur disant qu'aujourd'hui « comme le soulignait dès 1972 le communiqué sino-américain de Shanghai, les États-Unis et la Chine, pour des raisons qui leur sont propres à chacun, ont un intérêt commun à s'opposer à la domination d'un seul pays en Asie ». Et

pour ne laisser aucun doute sur l'identité de ce pays qui menacerait en même temps la Chine et les États-Unis, il ajoutait que Pékin a besoin de l'alliance stratégique qu'il lui suggérait « pour contrebalancer le pouvoir de ses puissants voisins, et d'abord le Japon »¹. Cette ligne de pensée, qui déjà prédit l'*après-Japon*, se retrouve actuellement à travers toute la presse anglo-saxonne qui titre à l'envi sur « La lutte pour le pouvoir en Asie » ou « L'Asie qui perd foi dans le Japon »². Selon ses tenants, les États-Unis doivent s'éloigner du Japon non seulement à cause de leurs différends commerciaux, mais aussi parce que tous les pays asiatiques en plein développement veulent cesser d'être « des marionnettes économiques du Japon » et vont lui être de plus en plus hostiles.

Ce genre d'analyses qui prédisent une confrontation inévitable entre les deux grandes puissances d'Asie de l'Est, et la voient même déjà commencée, répondent pour beaucoup à des considérations propres à la politique étrangère américaine. Elles empruntent leurs arguments à deux registres différents et complémentaires : certains sont puisés dans ce qu'on peut appeler « le poids de l'Histoire », les autres ont leur origine dans des réalités plus actuelles. Mais tous méritent qu'on y regarde à deux fois.

119

LA NÉCESSITÉ DE NUANCER L'ANALYSE

Le premier piège à éviter est celui du déterminisme historique. Un des arguments les plus souvent invoqués pour dire que le Japon souffre d'un handicap insurmontable dans ses relations avec l'Asie de l'Est en général, et la Chine en particulier, est celui des rancunes nées de l'histoire récente – la période de la mainmise coloniale du Japon sur la zone – qu'il serait impossible d'effacer. Mais ceux qui invoquent constamment ce genre d'arguments suivent une logique qui relève d'un déterminisme historique *a priori*, comme si le type de relations existant à un moment donné entre certains peuples ne pouvait que se reproduire au fil du temps.

Sans ouvrir ici un débat théorique à ce propos, s'il est vrai que le passé historique joue un rôle indéniable, il est aussi vrai que les réalités nouvelles offrent des choix qui peuvent élargir la perspective relation-

1. *Yomiuri Shimbun*, 18 avril 1994.

2. « Asia's power struggle. Economic success is reawakening nationalism in China and Japan, prompting a new political rivalry », *Newsweek*, 15 novembre 1993 ; « Southeast Asia loses faith in Japan Superman », *International Herald Tribune*, 7 avril 1994.

nelle. Les exemples ne manquent pas. La vision fondée sur le déterminisme historique ne saurait expliquer comment, malgré un passé de conflits répétés et cruels, la France et l'Allemagne ont voulu et pu créer des relations complètement différentes qui ont fini par donner naissance à la Communauté européenne.

Si nous laissons ce point pour aborder la question des rivalités actuelles entre la Chine et le Japon, ici aussi force est de constater que ceux qui veulent les voir comme inévitablement conflictuelles tendent à exagérer ou déformer certains aspects des choses et manquent souvent d'une vue d'ensemble. Sans doute, le danger d'une expansion de la puissance chinoise n'a jamais échappé aux dirigeants japonais. Il y a une dizaine d'années, sitôt après que Pékin a lancé sa politique de réformes économiques, la question a été abordée et discutée dans les cercles gouvernementaux à Tokyo. Mais ceux qui insistaient le plus sur le « danger chinois », comme Hisahiko Okazaki au ministère des Affaires étrangères¹, ne l'ont pas emporté.

La Chine, sous ses deux aspects d'acteur politique régional et mondial, a été pendant toute l'après-guerre un facteur très important pour la formulation de la politique étrangère japonaise. Le problème d'un éventuel « danger chinois » n'a rien de nouveau pour Tokyo. Ce qui est nouveau, c'est l'argument selon lequel la croissance économique récente de la Chine lui conférerait une capacité politique nouvelle qui poserait au Japon des problèmes stratégiques tels qu'un conflit en résulterait inévitablement à terme.

La faiblesse de cette argumentation vient de ce qu'elle présente la croissance économique chinoise comme totalement indépendante du fait japonais. Il faut rappeler que les éléments moteurs déterminants de cette croissance sont les investissements étrangers et la possibilité d'accéder aux marchés d'exportation. Sur ces deux plans, le Japon est fort utile à la Chine. Sans remonter trop en arrière, on constate que sur les cinq dernières années pour lesquelles les statistiques sont disponibles, le nombre des projets d'investissement direct japonais en Chine est passé de 294 en 1989 à 1 805 en 1992. Par ailleurs, pour ce qui est de l'accès aux marchés d'exportation, le Japon a joué un rôle important à deux niveaux différents. Le marché japonais lui-même absorbe une quantité croissante de produits chinois : la valeur des échanges entre les

1. Ancien ambassadeur du Japon en Thaïlande. Il a récemment repris du service pour la cause « antichinoise » avec plusieurs publications, dont une traduite en 1993 sous le titre : « La stratégie du Japon en Asie », dans *Les Cahiers du Japon* [J.-M. Buisson].

deux pays a atteint 37,8 milliards de dollars en 1993, en augmentation de 31 % par rapport à l'année précédente¹. Par ailleurs, chaque fois que la question de la clause de la nation la plus favorisée s'est posée pour la Chine dans ses relations commerciales avec les États-Unis, le Japon a pesé de tout son poids pour garantir l'accès des produits chinois au marché américain². Comment ceux qui pensent que la croissance économique chinoise constituerait à terme une grave menace politique pour le Japon en Asie de l'Est peuvent-ils expliquer le rôle actif qu'il joue dans cette croissance ?

Pour nuancer l'analyse pessimiste sur la perception réciproque que les deux pays auraient l'un de l'autre, il est aussi utile d'écouter ce qui se dit du côté chinois. En janvier 1994 s'est tenue la conférence dite *Tokyo Forum*, à laquelle ont participé un certain nombre de dignitaires politiques d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Lee Kuan Yew, l'homme fort de Singapour, qui est considéré comme un des principaux porte-parole du « monde chinois » en émergence sur la scène internationale, n'a pas craint de déclarer en présence de l'ancien secrétaire d'État américain George Schultz : « Dans le passé, les États-Unis ont joué un rôle important dans l'édification de l'Asie de l'après-guerre. Il n'y a qu'à regarder la composition du gouvernement taiwanais actuel : sept ministres sur dix ont été formés dans les universités américaines. Mais le temps est venu pour le Japon de devenir le centre de formation pour les prochaines générations de dirigeants asiatiques. » Dans le même ordre d'idées, le directeur de la Société chinoise des études japonaises, Duan Yuanpei, avait déclaré que « le temps est venu où le Japon doit établir une stratégie pour l'Asie³ ». On notera toutefois que, au plan concret, on comptait 246 000 étudiants asiatiques dans les universités américaines en 1994 (contre 80 000 en 1980), dont 43 000 d'origine chinoise (contre 1 000 en 1980), alors que le Japon n'accueillait au total que 49 000 étudiants étrangers, dont seulement 11 % venant des pays de l'ASEAN (1989)⁴.

Ces appels de Lee Kuan Yew ou de Duan Yuanpei ne sont pas des actes isolés. Pour comprendre tout leur sens, il faut se rappeler qu'au moment de la crise du Golfe, lorsque s'est posée pour la première fois

1. Statistiques du ministère japonais des Finances, citées par *Yomiuri Shimbun*, 3 mai 1994.

2. Voir « Still on honeymoon », *Far Eastern Economic Review*, 23 février 1993, p. 13.

3. *Yomiuri Shimbun*, 3 octobre 1993.

4. *Japan Times*, 28 avril 1994.

la question de l'envoi de troupes japonaises pour des opérations hors de l'archipel, la Chine s'y est résolument opposée, tout comme Lee Kwan Yew qui déclarait alors que permettre à Tokyo de faire cela était comme « donner un chocolat à la liqueur à un alcoolique repent : il n'aura de cesse d'en avoir encore ». Mais, aujourd'hui, les missions successives de maintien de la paix internationale auxquelles le Japon prend part depuis le vote de la loi PKO en 1992, d'abord au Cambodge puis en Afrique, ne provoquent plus d'hostilité. Et même la candidature du Japon à un siège permanent au Conseil de sécurité semble acceptée de bonne grâce... Est-il donc exagéré de penser que les analyses qui ne voient dans les relations entre le Japon et la Chine que leur aspect conflictuel sont réductionnistes et qu'elles ne tiennent pas compte de la dialectique de leur évolution dans toute sa complexité ?

122

LES RELATIONS DU JAPON ET DE LA CORÉE DU SUD

Avec aucun autre pays le Japon n'entretient des relations aussi complexes qu'avec la Corée. Le contentieux entre les deux pays commence avec une colonisation japonaise de la péninsule longue et très dure, se nourrit de la question du sort fait aux quelque 800 000 Coréens qui possèdent au Japon le statut de résidents permanents, rebondit sur la tragédie des *ianfu*¹, sans oublier les enjeux économiques comme le déficit commercial de la Corée avec le Japon ou les transferts de technologies. Les relations entre ces deux nations si proches semblent radicalement conflictuelles. Les adversaires du Japon en tirent souvent l'argument selon lequel, « s'il n'est même pas capable de se conduire comme il faut avec son plus proche voisin, comment pourrait-il prétendre à un quelconque *leadership* régional² ? ».

Pourtant, même là, la politique étrangère japonaise marque des points. Au niveau diplomatique, c'est en 1965 que fut signé le « Traité des relations fondamentales entre le Japon et la république de la Corée » par lequel Tokyo reconnaissait le gouvernement de Séoul comme seul

1. Les jeunes femmes raflées par l'armée impériale pour servir au repos du guerrier japonais. Les survivantes ont commencé à se manifester et à réclamer excuses et réparations au début des années 1990 – pas seulement en Corée. Sur le contentieux lié à la communauté coréenne au Japon, voir Françoise Guelle, « Le débat sur l'intégration de la communauté coréenne au Japon et le conflit des empreintes digitales », in Jean-Marie Bouissou (dir.), *L'Envers du consensus. Les conflits et leur gestion dans le Japon contemporain*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994 (à paraître).

2. « It helps to say you are sorry », *The Economist*, 26 mai 1994, p. 236-241.

gouvernement légitime de la Corée et acceptait de payer des dommages de guerre pour 800 millions de dollars sur une période de dix ans. Au niveau du discours, les années 1983 et 1984 marquent un véritable tournant. En 1983, lors d'une visite officielle à Séoul, le Premier ministre Yasuhiro Nakasone célèbre « le début d'une nouvelle ère entre le Japon et la Corée du Sud ». L'année suivante, à Tokyo, le président sud-coréen Chun Doo Hwan lance à son tour une formule restée célèbre : « Les relations de la Corée du Sud et du Japon doivent désormais regarder vers l'avenir. » Toutefois, ce discours nouveau ne s'accompagne pas immédiatement d'améliorations concrètes dans la qualité des relations bilatérales. Le début des années 1990 verrait même plutôt une certaine détérioration, notamment avec le problème des *ianfu*, d'autant plus que sur le plan économique la croissance coréenne commence à baisser de rythme alors que le déficit se creuse avec le Japon, et que celui-ci, alarmé par les succès de la concurrence coréenne sur certains marchés (acier, chantiers navals, bientôt puces de première génération), adopte une politique très restrictive en matière de transfert des technologies les plus récentes, alors qu'il était sur ce plan un fournisseur vital pour son partenaire¹.

123

Le Japon joue alors un joker diplomatique inattendu : la Corée du Nord. En septembre 1990, le voyage-surprise à Pyongyang de Makoto Tanabe, président du Parti socialiste, et de son compère Shin Kanemaru, qui est alors l'homme fort du parti gouvernemental PLD, déclenche un processus de rapprochement accéléré. Les succès des initiatives prises par Tokyo pour renouer avec Pyongyang, au moins sur le plan économique, entre 1990 et 1992, sont souvent présentés comme une raison majeure qui a poussé Séoul à mettre lui aussi le rapprochement avec la Corée du Nord à l'ordre du jour². Mais les changements politiques (fin du régime militaire et élection du premier président civil – Kim Young Sam – en Corée du Sud, chute du PLD et formation du gouvernement Hosokawa au Japon) ont beaucoup réchauffé les relations entre Séoul et Tokyo. La rencontre au sommet entre Kim et Hosokawa les 6 et 7 novembre 1993 à Kyongju, l'ancienne capitale coréenne, peut être qualifiée de véritable tournant. En effet, ce fut la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale qu'un chef de gouvernement japonais a

1. William Nester, « Japan and the two Koreas : neomercantilism, prosperity and dependence », *Korean Journal of International Studies*, automne 1991, p. 455-476 ; « Suitable suitors », *Far Eastern Economic Review*, 27 mai 1993, p. 50-51.

2. « Seoul as a suitor », *Far Eastern Economic Review*, 6 août 1992, p. 44-45.

demandé le pardon du peuple et du gouvernement coréens et évoqué de manière précise les méfaits de la colonisation japonaise, tels que l'interdiction pour les Coréens de porter leurs noms traditionnels et d'apprendre leur langue maternelle, ou le travail forcé imposé à un grand nombre d'entre eux déportés dans l'archipel pendant la guerre. Aussi bien dans le fond que dans la forme, ce que Morihiro Hosokawa a dit était fort différent de tout ce que les officiels japonais avaient accepté de dire jusqu'à cette date, qui se limitait à l'évocation gênée et insignifiante d'un « passé malheureux » que le Japon « regrettait ». De plus, Hosokawa s'est exprimé spontanément, sans que sa déclaration soit faite en réponse à une pression ouverte du gouvernement coréen. L'opinion publique et la presse en Corée du Sud ont fort bien accueilli ce ton nouveau. Cette très nette évolution explique le ton enthousiaste de la réponse faite par Kim Young Sam lorsqu'il a déclaré quelques mois plus tard, devant les jeunes étudiants japonais de la grande université Waseda : « La mer entre la Corée et le Japon est une mer ronde. C'est un symbole de paix et de coopération. Pour construire une Zone Pacifique où régneront la paix et la prospérité, nous devons d'abord faire de cette mer du Japon une mer d'amitié et de coopération¹. » Sur le plan concret, ce nouveau discours a été bientôt suivi par la levée de l'interdiction d'importer des produits culturels japonais en Corée. Cette mesure, particulièrement symbolique au regard de la tentative de « génocide culturel » à laquelle les Japonais s'étaient livrés dans la péninsule à l'époque coloniale, semble bien marquer le début d'une nouvelle étape des relations entre les deux voisins. Au point qu'il est devenu aujourd'hui possible pour des intellectuels coréens de comparer ouvertement la relation entre la Corée et le Japon à celle qui a lié le Japon à la puissance hégémonique américaine après sa défaite et d'écrire qu'elle donne à leur pays « une chance de bénéficier du Japon comme celui-ci a bénéficié des États-Unis² ».

Au demeurant, cette nouvelle étape ne répond pas à la même logique du côté coréen et du côté japonais. Séoul obéit à deux préoccupations différentes, mais convergentes. Sur le plan économique, il y a, sinon intégration, du moins relation d'interdépendance inégale avec le Japon. De plus, la croissance coréenne exige, pour conserver son dynamisme, de plus en plus de technologies de pointe dont la montée générale du protectionnisme rend l'accès malaisé : le Japon est le fournisseur

1. *Waseda Guardian*, vol. 58, n°1, 1994, p. 17.

2. T. W. Kang, *Is Korea the Next Japan ?*, New York, Mc Millan, p. 130.

incontournable pour nombre d'entre elles. Mais au-delà de l'économique, le rapprochement est aussi commandé, du côté coréen, par une logique politique. La fin de la guerre froide pousse le gouvernement américain à peser encore plus qu'auparavant ses engagements internationaux en termes de coûts et de profit. Cette évolution ramène d'une certaine manière les équations de la politique étrangère et de la sécurité de la Corée à ce qu'elles étaient à la fin du XIX^e siècle, avant la colonisation. Privée de la protection américaine, elle risque de se retrouver prise dans le jeu triangulaire des ambitions rivales entre la Russie, la Chine et le Japon. Sans doute, face aux géants russe et chinois, c'est désormais la Corée du Sud qui jouit d'une bien plus grande stabilité politique et sociale et d'un niveau de développement beaucoup plus avancé. Mais elle doit prendre en compte le facteur Corée du Nord. Le coût économique de la réunification serait tel qu'à court terme Séoul ne peut absolument pas l'envisager au concret. On peut redouter qu'une stratégie par étapes demande si longtemps que Pyongyang se lance entre-temps dans une fuite en avant et provoque une crise militaire encore plus dramatique que celle qui a éclaté à propos de ses violations du traité de non-prolifération. Ou le régime du Nord peut tout simplement s'écrouler, provoquant une énorme migration spontanée vers le Sud – et comme me disait un collègue coréen : « Ce serait peut-être encore pire. »

125

Dans cette conjoncture politique extrêmement délicate, la Corée du Sud trouve dans le Japon le pays qui a le plus intérêt à maintenir le *statu quo* régional. De plus, justement parce que la colonisation s'est révélée pour lui très coûteuse au bout du compte (en 1945, mais aussi jusqu'à aujourd'hui sous la forme d'une relation bilatérale très difficile à gérer), on peut penser que cette expérience historique en fait peut-être le pays qui sera le moins tenté de répéter les stratégies expansionnistes d'autrefois. Donc, celui dont la Corée aura le moins à craindre...

Mais si cette analyse éclaire les motivations et les objectifs de Séoul dans sa relation avec le Japon, qu'en est-il de ce dernier ?

LA PERSPECTIVE JAPONAISE

Pour comprendre la place que l'Asie de l'Est occupe dans la stratégie internationale du Japon, il est nécessaire de la replacer dans la perspective plus vaste de la vision qu'il a du monde.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et de sa défaite traumatisante, le Japon a pris graduellement une orientation qui consistait

à s'insérer dans l'Occident non plus pour le « rattraper », mais pour en devenir partie intégrante. C'est ce mouvement qui a permis la naissance d'une véritable société civile qui, à travers d'innombrables lieux de pensée, d'expression et d'action, a transformé et continue de transformer le Japon en celle des nations asiatiques où le concept moderne d'autonomie de l'individu est le mieux enraciné et le plus opératoire – quoi qu'en disent les critiques nipphobes et même si les zéloteurs conservateurs et nationalistes de la « japonitude » le déplorent. Il est important de souligner cette identité occidentale du Japon d'après-guerre, désirée mais aussi bien réelle, pour saisir le choc que fut, pour la société dans son ensemble, le mouvement de *Japan-bashing* et le développement de l'école dite « révisionniste » apparus aux États-Unis dans les années 1980, et qui ont gagné de nombreux pays occidentaux. Très schématiquement, ce phénomène consistait à retourner contre le Japon l'argument de la différence que ses élites au pouvoir utilisaient sans cesse dans les relations avec l'étranger, et à le dénoncer comme une nation en effet radicalement étrangère au système de valeurs et aux règles du jeu communes à l'Occident, et qu'il convenait de traiter comme telle – par l'utilisation brutale des rapports de force. Cette manière de replacer le Japon en situation de corps irrémédiablement étranger, en plus des demandes américaines très souvent unilatérales et de plus en plus brutalement formulées au plan économique, a créé au sein de l'opinion publique aussi bien que dans la classe dirigeante – même si c'est pour des raisons contradictoires – une cassure émotive : la prise de conscience que l'Occident ne veut pas, ou ne peut pas, accepter le Japon comme un des siens. La crise du Golfe et les critiques dont le Japon a fait alors l'objet, comme le souligne l'article du professeur Takayanagi, constituent à cet égard un tournant décisif.

Il faut ajouter que les dirigeants japonais, dans leur incessant bras-fer économique avec Washington, constatent que, quelle que soit l'importance des concessions qu'ils font, leur partenaire américain tend à demander toujours plus et à politiser les différends. Comme le souligne aussi le professeur Takayanagi, le retour aux beaux jours de la relation privilégiée semble tout à fait impossible : les tensions ne peuvent qu'augmenter. Parallèlement, on assiste à la montée en puissance de l'Asie et à la diminution de l'hostilité dont le Japon y faisait l'objet, comme on l'a vu dans les cas chinois et coréen. Surtout, « celle-ci est de plus en plus autosuffisante. Sa croissance repose de plus en plus sur le commerce et les investissements intrarégionaux. Ce tournant irréversible a des implications qui vont bien au-delà de l'économie. L'Asie du

Nord-Est est en train de s'établir comme un véritable centre du pouvoir de la zone Asie-Pacifique¹ ». Le Japon figure au centre de ce centre grâce à sa capacité économique, financière et technologique, et à son statut de membre du G7 – et il le sent de plus en plus. Ainsi le rapport annuel du MITI sur la coopération économique pour 1994 insiste sur le dynamisme sans cesse croissant de l'Asie, rappelle qu'elle a reçu 65 % des crédits d'aide publique au développement dispensés par Tokyo en 1993, invite le Japon à approfondir encore son rôle et n'hésite pas à proposer sa vision pour le devenir économique du Vietnam ou de l'Inde.

Si l'on y ajoute la crainte du protectionnisme exacerbée par la consolidation de la Communauté européenne et la création de l'ALENA, la conjoncture semble créer toutes les conditions pour que le Japon renonce définitivement à la ligne tracée par Yukichi Fukazawa, le grand penseur de l'ère Meiji, qui lui enjoignait de « quitter l'Asie pour aller vers l'Ouest », et se réapproprie une identité asiatique. Cette tendance est très perceptible dans le discours officiel, où se multiplient les références à l'Asie, mais aussi bien au-delà. Ainsi le voyage de l'astronaute Chiaki Mukai, qui vient d'effectuer un vol de deux semaines à bord de la navette spatiale américaine, est présenté avec insistance par les médias comme celui de « la première femme *asiatique* dans l'espace ». Et les Jeux asiatiques qui se dérouleront en octobre à Hiroshima donnent déjà lieu à de nombreux développements sur le thème de la « famille asiatique » en train de s'affirmer. Tout, depuis les réalités économiques jusqu'au discours politique et à celui des médias, semble donner raison à ceux qui prédisent le recentrage du Japon sur l'Asie.

127

Toutefois, il convient de nuancer cette impression. Le Japon aspire à être bien plus qu'une puissance régionale. Il veut être une puissance « globale » qui aurait son mot à dire aussi bien au Proche-Orient qu'en Afrique du Sud ou en Amérique latine². Dans cette perspective, sa position de puissance principale en Asie orientale lui servirait de base. Il veut s'y consolider non pas pour s'y replier, mais pour étendre son influence à l'échelle de la planète. En même temps – et dans une parfaite dialectique ! – il n'y a qu'une insertion active au niveau mondial pour lui permettre de jouer pleinement le rôle auquel sa puissance écono-

1. Hwo Kwonping, « Pacific Asia's rise involves more than economics », *International Herald Tribune*, 11 mai 1994.

2. Voir, par exemple, Kôji Kakizawa (ministre des Affaires étrangères du bref gouvernement Hata), « Japan has a role to play for peace in the Mideast », *International Herald Tribune*, 16 juin 1994 ; B. Stallings et G. Szekely, *Japan, the United States and Latin America. Toward a Trilateral Relationship*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1993.

mique lui donne la capacité à prétendre dans une Asie dont l'essor économique risque fort de donner lieu à des heurts avec l'Occident. A cet égard, le Japon peut se sentir investi d'une responsabilité particulière, « en sa qualité de pays le plus occidentalisé d'Asie [...] face au danger d'un choc des civilisations entre l'Occident et l'Orient au XXI^e siècle. Pour l'éviter, outre le gouvernement, il faut que les milieux d'affaires, les syndicats, les médias, les ONG, l'administration et les citoyens agissent de concert¹ ». Même si ce programme manque de détails pratiques, il témoigne que le Japon d'aujourd'hui, pris entre les contraintes plutôt divergentes que lui imposent l'internationalisation de son économie, la dégradation de sa relation bilatérale avec les États-Unis et l'apparition de nouvelles puissances dans son environnement régional immédiat, se veut à la fois puissance régionale et puissance mondiale. On ne saurait dissocier ces deux aspects, ni douter – comme on le fait encore trop souvent – de sa volonté de mener une politique étrangère active et autonome pour s'insérer au mieux de ses intérêts dans le monde de l'après-guerre froide.

1. Yasuaki Onuma, *Yomiuri Shimbun*, 10 novembre 1993.

R É S U M É

On dit beaucoup que le Japon serait menacé par l'émergence de nouvelles puissances régionales. Ses relations avec la Chine ou la Corée, empoisonnées par un lourd contentieux historique, seraient inévitablement conflictuelles. En réalité, la croissance explosive et la fin de la guerre froide en Asie lui donnent l'occasion de se rapprocher de ses voisins. Moins pour instaurer une « hégémonie régionale » que pour conforter son statut international par l'affirmation de sa puissance en Asie, et inversement : le Japon se recentre vers l'Asie en même temps qu'il « globalise » ses intérêts et son influence.